



CIBLE

Amérique

Au gouvernement et dans la presse bien-disante, on parle de l'euro et de l'Europe comme s'il s'agissait de réalités. La « forteresse euro » nous protège de la crise mondiale ! L'Europe va occuper une position privilégiée en raison de la situation critique des zones concurrentes !

Pourtant, la zone euro qui n'est pas encore constituée n'empêche pas la baisse de la monnaie américaine, défavorable aux exportations européennes. Pourtant, ce sont bien les déclarations du président de la banque centrale américaine qui déterminent les brutales variations des cours de Wall Street. Pourtant, ce sont les humiliations subies par le président des États-Unis d'Amérique qui ont directement provoqué la chute récente des bourses européennes.

Autrement dit, la fameuse « main invisible » qui est censée réaliser les bienfaisants équilibres en économie de marché est personnalisée et précisément située. Et l'Europe continue, pour une part d'elle-même et en des domaines décisifs, d'être soumise à l'hégémonie américaine. Il appartient à la France, selon sa tradition, de montrer le chemin de la libération. Mais qu'on ne fasse pas comme si c'était fait.

Comte de Paris

Appel à la révolte

Crise

L'heure de vérité

p. 3/12

Hommage

Pierre Boutang

p. 8/9

Je tiens à vous faire connaître mon sentiment de crainte quant à l'avenir du royalisme. Cette crainte n'est pas d'ordre politique mais reste fondamentale car elle est d'ordre dynastique. En effet, j'ai peur que la succession à l'actuel chef de la Maison de France - auquel je souhaite longue vie - soit mouvementée et provoque dans l'avenir un nouveau « schisme » au sein de la nébuleuse royaliste. Bien que le comte de Paris ait à plusieurs reprises confirmé le comte de Clermont comme son successeur direct et immédiat, il semblerait que certains royalistes « intransigeants » feignent d'ignorer la réconciliation et refusent la dévolution actuelle de la couronne. Tout le monde aura compris que la NAR n'est pas mise en cause. Il est normal que les royalistes se rangent parmi plusieurs courants politiques, mais le Prince est l'élément fédérateur, et remettre en cause ce fondement par des querelles intestines serait fatal à la crédibilité de tous les royalistes (toutes tendances confondues) car ce serait nous contredire nous-mêmes.

G.T. (Gard)

Courage

Le philosophe que je suis (ou que j'essaie d'être) n'a pas oublié les leçons de la « Lettre sur l'indépendance » de Jacques Maritain. Néanmoins, je tiens à vous dire - et Gérard Leclerc le sait bien - que j'apprécie la liberté, l'originalité et la profondeur de vos analyses. Il faut du courage, dans le désordre actuel des esprits, pour tenir fermement la ligne qui est la vôtre. Le principe monarchique est sans nul doute d'une évidence actualité. Vous ne cessez de le faire apparaître avec intelligence et en usant comme il convient et quand il le faut de la polémique. La faculté de s'indigner va normalement de pair avec le sens du vrai et du juste. Je crains que la gêne que provoque souvent aujourd'hui le langage polémique ne provienne de la perte de ce sens du vrai et du juste.

Y.F. (Toulouse)

Homosexualité

Le Point de vue sur le contrat d'union civile, signé par Hervé Rumin et paru dans le numéro 710 de *Royaliste*, m'a beaucoup étonné, pour

C'est vous qui le dites...

ne pas dire choqué. En particulier parce qu'il mélange d'un côté une réflexion sur la place de l'homosexualité dans la société et de l'autre une pseudo-analyse scientifique sur les « fondements » de l'homosexualité.

Je pense qu'on peut, et même qu'on doit, se poser la question sur la manière dont la personne homosexuelle, et par là même le concept d'homosexualité, peut être intégrée dans la société. Dans ce cadre peut s'engager le débat sur le fait de « voir des droits particuliers attribués au seul mariage dans la mesure où l'individu s'engage vis-à-vis de la société » et sur « la société en retour valorise et protège cette institution qui la fait durer dans l'histoire et lui assure sa cohérence ». Les questions sont alors multiples : le mariage homosexuel (ou plutôt le mariage quel que soit le sexe) n'engage-t-il pas le couple envers la société, même s'il n'y a pas procréation ? L'inscription dans la loi de la réalité homosexuelle crée-t-elle un risque de déconstruction de la société ? De quelle manière ? Les réponses ne sont pas seulement théoriques, puisque des exemples de prise en compte des droits des couples homosexuels existent, de plus en plus nombreux, dans d'autres pays européens. C'est le rôle de votre journal de poser ce débat.

Mais là où je ne suis plus d'accord, c'est lorsque ce débat s'appuie sur des pseudo-considerations psychologiques (Freud mis à toutes les sauces), du type : « la maturation sexuelle s'achève ainsi par le désir d'accéder à la parenté », « l'homosexualité apparaît comme un symptôme chez l'individu d'un conflit de tendances par rapport à son identité ... En soi, elle demeure donc problématique », « structure sexuelle de l'époque qui valorise les pulsions partielles », « l'individu manifeste son incapacité à intégrer et à vivre la sexualité humaine dans ses limites ». Ce que je comprends dans ces affirmations, c'est que l'individu homosexuel est un handicapé, pas tout à fait adulte, qui met en danger la société ! C'est vraiment mal connaître les réalités humaines et voir ce fait social par le petit bout de la lorgnette. Les homosexuels(le)s sont des individus dont l'identité est clairement définie et entière, qui ne mettent pas leur sexualité

comme condition première à leur intégration dans la société, mais qui veulent pouvoir vivre en couple comme tout le monde. Ils devraient être des citoyens à part entière en payant leurs impôts, et des citoyens au rabais en ce qui concerne leur volonté et leur besoin de vivre en couple ? Non, l'homosexualité n'est pas qu'une « préférence sexuelle », elle est partie intégrante de l'individu homosexuel, et ce sans que celui-ci l'ait choisie. La société dont parle Hervé Rumin est-elle donc si malade que l'intégration légale de la réalité constitutive d'une minorité qui n'a pas demandé à l'être puisse la mettre en danger ?

Cette lettre n'est qu'un mouvement d'humeur et ne saurait donc prétendre à l'exhaustivité. J'espère que le Point de vue d'Hervé Rumin ne reflète que les opinions de son auteur et que *Royaliste* saura engager un vrai débat sur ce fait humain et social.

P. L. (Haute Garonne)

Choquant

La « Cible » parue dans le n° 709 de *Royaliste* et parlant des mouvements de grève actuels me paraît choquante dans son quatrième paragraphe pour ce qui est lié, en sous-entendu, aux pilotes d'Air France.

Ces gens qui « utilisent la force momentanée dont ils disposent pour mener à bien leurs négociations » sont-ils vraiment « les victimes de la concurrence ultra-libérale » avec de tels salaires ? [...] Pour d'autres catégories de salariés vos arguments peuvent se concevoir, mais pour les pilotes, qui sont compris dans le lot, je crois que vous abusez.

E.P. (Oise)

Révolution ?

Dans l'ensemble votre journal est intéressant mais je regrette que vos propositions n'apparaissent pas plus sur tel ou tel problème. [...] D'autre part je vous trouve plus gaullistes que royalistes. Mis à part le rétablissement du roi vous ne critiquez pas les institutions de la V^e République, ce

que j'ai un peu de mal à comprendre. Où est la révolution dans ce cas ? Or vous vous dites révolutionnaires dans votre présentation. Je m'attendais à des propositions plus radicales en rupture avec le système actuel.

L.P. (Loiret)

Dimanche

C'est bien tardivement que je vous écris au sujet de l'article signé Paul Jyl dans *Royaliste* n° 709 « La deuxième bataille de Cholet ». Énonçant les motifs de révolte des travailleurs de Cholet que Michelin prétend embaucher aussi le dimanche, l'auteur énumère les libres activités dont ils seraient ainsi privés.

Tout en approuvant son indignation, je lui présenterai une observation quant à la rédaction de son texte : venant après les boules et le basket « donner un coup de main à la paroisse » est-ce une manière laïque, correcte de (ne pas) dire « aller à la messe » ? [...] Est-il donc si difficile de citer cette liberté publique de l'exercice du culte ? A quoi rime d'affirmer le droit pour la seconde religion de France d'ériger des mosquées, et pourquoi commémorer l'Édit de Nantes si l'on n'est plus capable de parler simplement de cette liberté publique ?

« Donner un coup de main à la paroisse » quelle trouvaille d'expression, camarade journaliste ! Est-ce assez peuple ? Est-ce assez ouvrier (manuel) ? Il fallait bien consentir au fait que nous sommes en Bretagne - terre connue pour ses enclos paroissiaux. Il nous faut admettre que notre camarade de Cholet va peut-être le dimanche à l'église, mais ce sera, disons, pour transporter les bancs, allumer les cierges ? - non, mais régler la sono, vérifier les micros... Il ne va pas à la messe, il donne un coup de main à la paroisse. Ce n'est pas de la religion, c'est de la virile solidarité ethnographique.

F.B. (Hérault)

Courrier des lecteurs

Quelques rappels : En principe, nous ne faisons ni réponse, ni commentaires sur le courrier publié. Nous ne tenons jamais compte des lettres non signées, mais nous préservons l'anonymat de nos correspondants en ne publiant que leurs initiales et leur département.

Ultra-libéralisme

Devant la crise mondiale

Fondé sur la spéculation et sur la concurrence illimitée, l'anti-système ultra-libéral contenait la logique de sa propre destruction. La paralysie des principaux États de la planète aggrave considérablement la crise qui s'étend.

A l'automne dernier, lorsque la crise asiatique prit de l'ampleur, nous avions fait deux réflexions de simple bon sens : - Une économie mondialisée qui est affectée par une crise partielle connaîtra tôt ou tard une crise mondiale.

- Une « mondialisation » qui repose sur trois pieds (les États-Unis, l'Europe, le Japon) ne peut conserver son équilibre si l'un des trois (en l'occurrence le Japon) vient à se briser.

S'y ajoutait la certitude que la cause immédiate de l'explosion générale serait de nature financière puisque la libre circulation des capitaux d'un bout à l'autre de la planète constitue le facteur le plus clairement établi de la mondialisation.

On nous accusa de pessimisme. C'est plutôt par optimisme que nous avons péché car la crise qui se développe depuis la fin du mois d'août est beaucoup plus grave que celle que nous avions annoncée. Un pays peut se remettre rapidement d'un krach boursier (ainsi en 1987) ou d'une spéculation sur sa monnaie. Une menace de faillites bancaires peut être rapidement écartée par injection rapide et massive de crédits. Un État en difficulté peut être efficacement secouru par les institutions financières appropriées.

Nous pensions que ces avertissements serviraient de leçon et que, à la faveur de l'une ou de l'autre de ces crises, les fictions meurtrières de l'ultra-libéralisme seraient abandonnées au profit d'une réorganisation volontaire (donc politique) des économies nationales et des échanges mondiaux.

Or, depuis la fin du mois d'août, nous assistons à la conjonction des différents facteurs de crise, et à la multiplication des effets d'une contagion qui se développe d'une manière d'autant plus rapide et inquiétante que les principales autorités politiques de la planète demeurent sans réaction.

Déclenchée par le constat (vraiment pas nouveau) du désordre russe, la crise boursière s'accompagne d'une baisse du prix des matières premières et d'un mouvement de baisse du dollar, tandis que l'Asie du Sud-Est, et tout particulièrement le Japon, est en récession.

Ces éléments négatifs sont rapidement entrés en interaction et acquièrent jour après jour en capacité de destruction. La baisse de Wall Street menace la consommation globale aux États-Unis et conduit les industriels à réduire leurs investissements. L'effondrement du prix des matières premières (l'or, le sucre, le pétrole etc.) appauvrit les États producteurs et incite au retrait des capitaux des pays à risque,

ce qui aggrave les crises boursières et pénalise les investissements car les États menacés augmentent considérablement les taux d'intérêt. La crise des systèmes bancaires nationaux (notamment celui du Japon) affecte l'ensemble des partenaires financiers qui, par ailleurs, voient se tarir les remboursements de prêts consentis, de par le monde, aux groupes industriels. La chute du dollar pénalise les exportations, alors que la consommation globale est bridée par les politiques d'austérité.

Les différents facteurs de la crise économique et financière aboutissent donc à des effondrements de zone : Asie du Sud-Est, ancienne Union soviétique, Amérique latine. Les effets sur l'Europe commencent à se faire sentir - à commencer par l'Allemagne, car ses banques sont très engagées en Russie, et par l'Espagne, très liée à l'Amérique latine.

La situation est d'autant plus grave que les principaux chefs d'État et de gouvernement de la planète sont paralysés ou demeurent inertes : Eltsine et Clinton sont totalement discrédités, les Allemands sont en campagne électorale, les premiers ministres japonais et espagnols semblent inexistant, et le Premier ministre français fait comme si de rien n'était. Or ce sont les autorités politiques responsables, et elles seulement, qui peuvent encore éviter que les diverses crises ne dégénèrent en une véritable catastrophe.

Sylvie FERNOY

Convergence

Appel

Sous le titre « Républi-cains n'ayons plus peur ! », huit intellectuels ont signé un long appel publié sur une pleine page du *Monde* le 4 septembre.

Le fait nouveau est qu'il rassemble des personnalités de la première et de la deuxième gauche qui se sont naguère vivement opposées, en particulier sur le traité de Maastricht et sur la guerre du Golfe : Régis Debray côtoie Jacques Julliard, Olivier Mongin et Paul Thibaud ajoutent leurs signatures à celle d'Anicet Le Pors, Blandine Kriegel retrouve Mona Ozouf et Max Gallo.

Sans renoncer à leurs convictions, ces intellectuels expriment ensemble leur inquiétude face à la dégradation du civisme (le consommateur prend la place du citoyen), à la montée des groupes de pression, à l'emprise médiatique... Aussi ont-ils pris le parti de « dramatiser les enjeux » : au-delà des anciennes querelles, il s'agit de « refonder la République si on ne veut pas la voir demain silencieusement renversée ». D'où le vibrant appel qui est lancé pour que les divers groupes reprennent leurs responsabilités - et pour qu'ils y soient vivement incités : responsabiliser les fonctionnaires, les élèves, les services de police, les candidats à la naturalisation...

Ces injonctions sont justifiées. Elles ne seront pas suivies d'effets tant que l'État continuera de renoncer à exercer son autorité politique, fuira ses responsabilités économiques et sociales, méconnaît ses principes fondateurs, renoncera à faire appliquer la loi - par les policiers, dans les préfectures et dans les entreprises.

J. BLANGY

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Courrier des lecteurs - p.3 : Devant la crise mondiale - Appel - p.4 : Protéger le Président - La loi du plus fort - p.5 : L'échec russe - p.6/7 : Comte de Paris : La révolte nécessaire - p.8 : Curieux Pierre Boutang - p.9 : Pierre Boutang - p.10 : Viens Poupoupe, viens... - Un bandit d'honneur - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'heure de vérité.
REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Protéger le Président

Face à la campagne qui vise à impliquer le chef de l'État dans les « affaires » financières de la Ville de Paris, il faut défendre les principes de notre droit constitutionnel, dans la lettre et dans l'esprit.

Chirac impliqué... Le chef de l'État compromis ! Un dossier explosif !! Tout va sauter !!!

Dans les salles de rédaction parisiennes, les rumeurs circulent à un train d'enfer depuis quelques mois. Elles sont alimentées par ce qu'on appelle pudiquement « des milieux proches » des enquêtes en cours. Elles sont amplifiées pour des motifs qui sont étrangers au droit : à défaut d'affaire Dutroux, un scandale de type clintonien - l'argent remplaçant le sexe - serait d'une très haute rentabilité médiatique. Et l'acharnement sera d'autant plus grand que Jacques Chirac sera toujours considéré comme « politiquement incorrect » par la presse branchée : l'homme est trop patriote, le Président est trop attaché aux institutions gaulloises pour qu'il soit accepté, malgré les concessions qu'il a faites à la Pensée unique.

Bien entendu, de très grands et de très vertueux journalistes, qui prendront des poses d'enquêteurs héroïques, et exigeront la vérité au nom de la transparence et de la justice.

**Faites connaître
Royaliste autour
de vous.**

Offrez un abonnement
d'essai de trois mois
(25 F seulement).

Tel est le scénario. Nous ne devons pas l'accepter, même si l'on clame que la mise en examen d'Alain Juppé dans une affaire d'emplois fictifs à la mairie de Paris constitue la dernière étape avant la mise en cause directe de Jacques Chirac. D'abord parce qu'il n'y a pas le moindre courage à publier, au mépris du secret de l'instruction, des extraits de dossiers sur des enquêtes en cours. Ensuite parce que les adeptes de la « transparence » feraient bien de s'interroger sur les pratiques délictueuses de certains propriétaires de grands médias. Enfin et surtout parce que le président de la République est protégé par la Constitution.

A la suite des principaux spécialistes de droit constitutionnel, il faut s'en tenir à une lecture stricte de l'article 68 de la Constitution : le président n'est juridiquement responsable de ses actes qu'en cas de haute trahison, et il ne peut être mis en accusation que par les deux Assemblées, par vote identique et à la majorité absolue. S'il y a doute quant à la légalité des actes de l'ancien maire de Paris, il faudra attendre que Jacques Chirac cesse d'occuper son éminente fonction pour qu'il puisse être interrogé, comme tout autre citoyen, par un juge d'instruction.

Annette DELRANCK

La loi du plus fort

Au nom du principe de subsidiarité, la Loi Cadre sur les 35 heures se contentera de reprendre les résultats d'une addition d'accords multiples, au lieu d'être l'expression d'une volonté politique, en protégeant les plus faibles.

Ainsi le Gouvernement laisse la liberté de négociation aux partenaires sociaux qui devront signer des accords dans chaque entreprise. Mais les rapports de force ont changé avec « la crise » et le chômage, et l'idéologie néo-libérale l'a emporté jusqu'à culpabiliser et paralyser des syndicats affaiblis.

C'est dans ces conditions que dans toutes les entreprises de plus de vingt salariés, les négociations vont être engagées avec les représentants syndicaux alors que, dans les quelque 80 % des PME où n'existent pas de sections syndicales, les Confédérations devront mandater des salariés, volontaires, mais sans aucune expérience des négociations avec le patronat.

Or, les enjeux sont importants. Il va falloir signer vite, bien avant janvier 2000. Plus vite est mis en place l'accord d'entreprise, plus importantes seront les aides de l'État, souvent indispensables pour financer la mesure.

Ainsi, le piège se referme. Le patronat exigera toutes les concessions : accroissement de la productivité, annualisation des heures de travail selon « les nécessités de l'entreprise », c'est-à-dire, selon son bon vouloir. Il res-

tera aux syndicats à négocier des embauches en échange des sacrifices ; mais avec quel argent ?

Les premiers accords signés vont dans ce sens. D'autre part la surenchère entre les syndicats - dont l'un a fait des 35 heures son cheval de bataille - permettra de trouver des signataires pour des accords à n'importe quel prix.

Ainsi, le beau rêve sur les 35 heures peut se transformer en cauchemar : cadences accélérées, gel des salaires, disponibilité accrue, peu ou pas d'embauches. La loi se contentera donc de collationner ces accords contractuels et le Gouvernement ne sera pas responsable d'un texte qu'il n'eût jamais osé proposer.

Qu'advient-il de la crédibilité des syndicats, le jour du bilan ? L'individu se retrouvera seul, replié sur lui-même, le plus faible une fois de plus exclu. C'est dire la nécessité de la naissance d'un syndicalisme de résistance, transversal et pluriel, qui saurait s'imposer face à un patronat encouragé par la frilosité du gouvernement ; ce syndicalisme de résistance pourrait se fixer comme première tâche le sauvetage des 35 heures !

Roger SUMENE

L'échec russe

La stratégie occidentale en Russie est un échec. Il faut en tirer les conséquences.

On s'est beaucoup trop longtemps posé la question : « Faut-il aider Gorbatchev... contre Eltsine ? ». On a refait la même faute avec Eltsine. L'erreur est de confondre la Russie avec un homme et de tout faire pour sauver cet homme au lieu et place de la Russie. Elle a une cause : la peur. Le monde ne sait pas quoi faire des quelques 7 000 têtes nucléaires entreposées sur le sol russe. Gorbatchev avait réussi à convaincre Mitterrand qu'à sa place serait assis un maréchal de l'armée rouge. Eltsine a continué le même chantage. Comment a-t-on pu encore le prendre au mot après la désastreuse campagne de Tchétchénie déclenchée en décembre 1994 ?

Quoiqu'elle en pensait, l'administration américaine n'a pas bougé d'un pouce. Incapable de se déjuger, d'évoluer, de changer de politique voire même d'imaginer une politique de rechange. Pourquoi ? Parce qu'elle a été habituée pendant près de cinquante ans à avoir Moscou pour interlocuteur privilégié et que, structurellement, l'administration américaine n'a pas encore rompu avec l'époque de la guerre froide qui n'était finalement qu'un « duopole » mondial. Avoir comme interlocuteur privilégié un pays dont le PIB est équivalent à celui de l'Espagne ! Si la logique était seulement économique, il aurait fallu traiter avec la réalité qui est celle-là. Non qu'on ait tort d'avoir une approche politique mais à condition d'avoir une politique.

L'erreur est aussi avec Eltsine de n'avoir pas choisi. Ni la démocratie à partir du moment où Eltsine avait fait tirer sur la Douma (octobre 1993), ce à quoi nous avons scandaleusement applaudi parce que cela écartait, prétendument, le danger communiste. Or c'était là le péché originel dont Eltsine ne pouvait se relever. Ni le capitalisme puisque la Russie a protégé son marché, ce qui aujourd'hui nous rassure fausement puisque cela écarterait l'effet de contagion sur nos finances. Les Russes au pouvoir des combinats, aidés par les mafias, ont découragé l'investissement étranger et verrouillé les commandes d'un marché oligopolistique national. Les fonds déversés sur la Russie, nettement moindres que prévu, sont donc allés se perdre dans les bons du Trésor comme dans l'Allemagne de Weimar. Ils sont directement responsables de la banqueroute de l'État mais pas de l'économie dans son ensemble.

On nous dit aujourd'hui que l'on ne pouvait pas vouloir à la fois la démocratie, c'est-à-dire une majorité communiste, et le libéralisme puisque qu'avec un succès communiste, les finances russes se seraient effondrées en vingt-quatre heures plutôt qu'en vingt-quatre mois. La communauté internationale pourtant n'avait-elle pas fait les yeux doux à Ziouganov au fameux rendez-vous de Davos en 1996 ? Et puis quand bien même cela aurait été vrai, nous serions débarrassés de l'hypothèque communiste. Le raisonnement était donc vicié à la base.

Maintenant il est trop tard pour revenir en arrière. Quelle que soit l'issue - de nouvelles élections à la Douma et à la présidence et une nouvelle constitution paraissent de toute façon nécessaires -, il faut en tirer les conséquences. La première est de raccrocher au plus vite les États européens du Centre et de l'Est à l'Union européenne, couper le cordon ombilical qui les relie encore à Moscou. A cause d'Eltsine qu'on voulait ménager, on a trop attendu. C'est pour l'Europe la priorité des priorités. Le hasard voulait que Chirac soit en visite en Ukraine et en Moldavie. Ce raisonnement s'applique bien entendu aussi à ces deux États européens. Ce seront sans doute les plus difficiles à intégrer, mais il ne faut pas désespérer pas plus que pour la Biélorussie. La frontière de l'Europe occidentale s'arrête très clairement à celle de l'actuelle Russie ; à défaut, mais on le regretterait, à celle de l'ex-URSS, États baltes exclus.

Ensuite il faut ériger cette Europe en interlocuteur privilégié de Washington à la place de Moscou. Le gouvernement du monde ne passe plus par la Russie, qui n'a rien à faire dans le G7 - autre erreur que de l'y avoir invitée parce que pour ses dirigeants repus c'était Eltsine qu'on invitait plus que la Russie - mais par l'Europe, par le Japon et, beaucoup plus vraisemblablement que la Russie, la Chine.

Alors et alors seulement on pourra aborder en toute sécurité le pouvoir qui sera installé au Kremlin quel qu'il soit.

Yves LA MARCK

♦ **RUSSIE** - C'est le 19 juillet, quatre-vingt ans jour pour jour après leur assassinat, que les restes du tsar Nicolas II, de son épouse, de trois de leurs filles et de quatre serviteurs qui leur avaient été fidèles jusqu'à la mort, ont été inhumés dans le mausolée des Romanov à Saint-Petersbourg. Après de nombreuses tergiversations, Boris Eltsine était finalement présent et déclara : « Ces funérailles sont une chance unique pour le peuple russe de purger sa mémoire de l'un des épisodes les plus sanglants de son histoire ». En revanche, l'église orthodoxe russe refusant de reconnaître l'authenticité des dépouilles, avait délégué un simple prêtre pour célébrer les obsèques. Ce dernier, sans jamais prononcer les noms des défunts se contenta d'évoquer « ces serviteurs de Dieu, dont Toi seul, Seigneur, connaît le nom ». Pendant ce temps, le patriarche Alexis avait, de son côté, organisé une cérémonie concurrente au monastère Saint Serge de Zagorsk. La famille Romanov, toujours très divisée, s'était partagée : cinquante-deux descendants étaient présents à Saint-Petersbourg, mais la grande-duchesse Maria et son fils le grand-duc George avaient choisi d'assister à la cérémonie de Zagorsk.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** - Un an après la mort de la princesse Diana, son époux le prince Charles a reconquis une popularité qui avait été très mise à mal par l'étalage de ses démêlés conjugaux. Aujourd'hui 63 % des Britanniques (contre 46 % l'an dernier) considèrent qu'il remplit bien ses devoirs et 54 % (40 % il y a un an) d'entre-eux qu'il fera un bon roi. Même sa liaison avec Camilla Parker Bowles semble être acceptée puisqu'aujourd'hui 50 % de ses futurs sujets pensent qu'il pourra monter sur le trône en cas de remariage alors que 70 % estimaient naguère le contraire.

♦ **IRLANDE** - Quelques jours après le terrible attentat d'Omagh en Irlande du Nord (28 morts, 220 blessés) le prince Charles « bouleversé et horrifié » est venu rendre hommage aux victimes et reconforter les blessés.

♦ **BRUNEI** - Le 10 août, au cours d'une cérémonie fastueuse et devant quatre mille invités, Hassan Bolkiah, sultan de Brunei, a investi son fils aîné, le prince Billah (24 ans) comme prince héritier. Indépendant depuis 1984, le riche sultanat de Brunei est une monarchie absolue. Ses 220 000 habitants, grâce aux immenses revenus du pétrole, ne connaissent pas les impôts et bénéficient de l'éducation et des soins médicaux gratuits.

♦ **LAOS** - Le *South China Morning Post*, rapportant les observations de l'anthropologue Grant Evans, indique que dans le cœur des Laotiens la famille royale thaïlandaise aurait pratiquement pris la place de celle du Laos : « dans les magasins, dans les entreprises et dans les maisons, les calendriers à l'effigie de la famille royale de Bhumibol Adulyadej trônent à l'endroit que l'on réservait hier à Savang Vatthana et aux siens ».

Pour son 90^e anniversaire – il est en effet né le 5 juillet 1908 – c'est le Prince qui a fait un cadeau aux Français : un entretien donné au journal *Le Figaro*. Là, nous rappelant « les leçons millénaires de la Maison de France », selon l'expression du général de Gaulle, son chef définit les menaces qui pèsent sur l'indépendance et l'existence de notre nation en tant que telle. Et il invite les Français à une révolte nécessaire.

Avec le comte de Paris

La Révolte nécessaire

« **L**a France retrouvera sa liberté en se révoltant » : c'est bien dans *Le Figaro* du 4-5 juillet dernier que s'étale en pleine page, en guise de titre, cette phrase tirée de l'entretien donné par le comte de Paris au quotidien. Oui, notre Prince, chef de la Maison de France depuis près de 50 ans, invite bien, en ce début d'été morose et pluvieux, les Français à se révolter pour recouvrer leur liberté. La France l'a donc t-elle perdue, cette liberté, c'est-à-dire, en un mot a-t-elle vu disparaître son indépendance et sa souveraineté ? Les Français n'ont-ils donc plus la maîtrise de leur destin ? Déjà, en avril, le comte de Paris avait, dans un appel aux Français que publiait le même quotidien, invité ceux-ci à se ressaisir et à « ne pas renoncer à la France » : il exigeait un référendum pour la ratification du traité d'Amsterdam. Le Prince a décidé de réitérer son message aux Français : car la forme de l'entretien ne doit pas tromper. C'est un message d'une gravité particulière que le comte de Paris nous adresse, à l'heure où l'avenir à la fois politique, économique et social de notre pays est si incertain : à l'heure où c'est notre existence en tant que communauté souveraine et libre qui est remise en question. C'est un message royal.

Pourquoi tant d'inquiétude ? Parce que la France, à la veille d'entrer dans l'euro et le traité d'Amsterdam, risque de devenir simplement « la province d'un grand magma dit européen », ce dont, le Prince en est convaincu, les Français ne veulent pas : ils « veulent vivre et demeurer Français ». Mais le pays qui a connu durant tout le siècle, un siècle dont le Prince fut un témoin privilégié, « une profonde modification » de ses « structures sociales » offre actuelle-

ment peu de résistance à une entreprise de déconstruction nationale. « La constatation que nous pouvons faire est que cette grande mutation, non prévue ni organisée » et qui s'est traduite essentiellement par la désertification des campagnes et « la dramatique saignée de la guerre de 1914-1918 » dont aujourd'hui encore on mesure difficilement les conséquences intellectuelles, sociales et économiques, que cette grande mutation non prévue ni organisée, donc, « nous conduit aujourd'hui à une population de plus de 10 % de chômeurs. A-t-on mesuré cette évolution à la lueur des expériences historiques ou politiques ? », interroge le Prince. Or cette absence d'analyse, au plus haut niveau, de la situation sociale de la France et de son évolution a des conséquences dramatiques car « nous marchons aujourd'hui sur des positions doctrinales et politiques complètement inadaptées, incapables de résoudre les problèmes de notre époque ». Il ne s'agit certes pas d'une décadence, même si l'on observe conséquemment « un refus apparent des valeurs fondamentales de la France, dont la famille était la base essentielle, et qui ont perdu leur poids social et politique d'autrefois » : mais les « modifications des structures sociales dont je parle devaient s'opérer. Elles se sont mal faites ». Et le Prince d'accuser l'absence de réflexion dans les milieux responsables, une absence qui malheureusement se fait ressentir dans les politiques qui sont menées, majorités se succédant. « Si bien qu'aujourd'hui, poursuit le Prince, nous constatons un déséquilibre fondamental entre les nécessités politiques et les aspirations des citoyens à la liberté : on sent bien qu'ils veulent participer à la gestion du pays par toutes les formes du dialogue, mais qu'ils ne sont pas satisfaits, car rien n'est prévu

pour réglementer ou codifier ces échanges d'opinions ».

Seul le comte de Paris, indépendant de toutes les factions ou querelles partisans pouvait analyser de façon aussi dramatique et lucide la situation actuelle sans rien gommer des raisons, et des conséquences. La vacuité du domaine politique entre une gauche inexistante (« elle est tellement rien qu'elle se dit « plurielle », c'est-à-dire composée de plusieurs fractions [...] qui ne constituent pas pour autant un ensemble cohérent »), et une droite à laquelle il « manque d'avoir su « digérer » les évolutions de la société » et qui s'enfermant dans « les combinaisons politiques » se coupe ainsi « des aspirations profondes de l'opinion française » crée une situation de « crise profonde » : les Français, comme nous le pensons également à la Nouvelle Action royaliste, ne savent plus à la fois où va le pays et sur quoi s'appuyer, le politique et l'État faisant défaut : c'est-à-dire les instances faites pour définir un projet et le mettre en œuvre. L'Europe ? Le projet européen est bien plutôt caractérisé par la fuite en avant : « La monnaie unique rejette artificiellement l'Europe et la France dans une impasse catastrophique. Pour les Européens pressés, l'urgence est d'imposer un État fédéral unifié. Si on veut le faire, il faudrait un coup de baguette magique pour créer un État commun » dont il n'existe aujourd'hui que des « embryons » (des assemblées) « qui ne constituent pas un État de fait ni de droit ». Or en l'absence d'une Europe politique qui reste pour l'instant à l'état de vœu pieux, va s'instaurer le carcan bien réel d'une monnaie unique qui « revient à dépouiller » les nations de leur monnaie respectivement au bénéfice d'un « euro, lui-même dirigé par une ou des banques mondiales anonymes et

« vagabondes » ». Or là, c'est l'héritier de mille ans d'histoire qui parle et nous enseigne : « Perdre notre monnaie signifierait nous asservir à la puissance incontrôlable et prépondérante de l'argent, ce qui serait radicalement contraire à l'intérêt général de la France. C'est ce que je veux dire aux Français avant qu'ils ne se précipitent dans le gouffre d'où l'on ne revient que meurtri et exsangue ».

Est-elle d'ailleurs conciliable avec cette démocratie dans laquelle nous vivons, rappelle le Prince, cette « volonté technocratique de précipiter les étapes », et finalement d'imposer aux Français, avec l'euro, avec Amsterdam, des décisions dont ils ne connaissent pas tous les tenants et les aboutissants, la classe politique refusant d'organiser un référendum où chacun devrait pouvoir clairement expliquer les enjeux ? Si du moins cessait enfin le « martelage médiatique propre à triturer la cervelle des électeurs ».

Puis le comte de Paris souligne le rôle nécessairement arbitral de la fonction suprême : « en politique, quels que soient les régimes, y compris la démocratie, on a besoin au sommet de l'État d'un arbitrage et d'une personne qui rééquilibre les forces de diversion, de séparatisme, de divisions inutiles. Ce pouvoir d'arbitrage a été l'invention des Capétiens. Leur grande innovation, c'est d'avoir résolu, très tôt dans l'Histoire, le problème de l'instabilité politique, économique et culturelle de la France. Non de façon rigide, mais solide, en installant au sommet un système qui ne permettait ni à l'élection ni aux mouvements passionnels de diviser la tête ou de la séparer de la nation ».

Évoquant sa succession, le chef de la Maison de France précise que son titre reviendra à l'actuel comte de Clermont :



celui-ci deviendra le nouveau comte de Paris, tandis que celui de comte de Clermont passera à son fils. Ces titres remplaçant, provisoirement nous l'espérons, « ceux de dauphin et roi ». Cela étant clairement dit, le prince fixe la tâche de son successeur : « Si le destin veut qu'il prenne des responsabilités plus grandes, ce sera avec les Français et en démocratie. Le chef de la Maison de France doit toujours rechercher l'intérêt général de la France et se refuser à défendre des intérêts particuliers ou partisans. Il y aurait de graves confusions à ne pas démêler avec précision l'intérêt de la France des intérêts privés, si nobles ou même désintéressés soient-ils ». Telle est bien le propre de la tradition capétienne, telle que le prince la résume et telle qu'il la rappelle à travers quelques grandes figures de rois - celle de Saint Louis, qui a toujours défendu la France « même contre l'Église », de Louis XI, fin manœuvrier, de Henri IV, le roi de l'édit de tolérance, de Louis-Philippe, auquel il a malheureusement manqué son fils aîné.

Enfin, le comte de Paris s'est livré à une réflexion sur l'héritage capétien auquel « sauf de Gaulle, sûrement, parce qu'il en avait compris toute la responsabilité et toute l'ampleur » aucun des quatre autres présidents de la V^e République ne sut rester fidèle. Pour l'heure, il y a l'euro et Amsterdam, alibi de tous nos abandons, et qui provoquera « simultanément » la destruction de

l'Europe et de la France : tandis que « l'Europe survivra un certain temps grâce à la puissance de l'argent », la France « aura perdu l'essentiel de sa vie nationale. Car, avec la monnaie unique et le traité d'Amsterdam, son complément politique, il s'agit de tout autre chose que des délégations de compétences ou des abandons de souveraineté déjà consentis. Il s'agit des racines mêmes de la souveraineté des Français et de leur liberté de décider, pour lesquelles ils se sont si souvent battus. Une nation n'existe que du jour où elle bat sa monnaie et rend la justice, la sienne ». Face à cette échéance nullement inéluctable, aux Français de se lever pour dire non : « La France retrouvera sa liberté en se révoltant ».

Axel TISSERAND

Sur simple demande de votre part nous vous enverrons le texte complet de l'entretien donné au *Figaro* le 4 juillet ainsi que celui de l'appel « Ne renoncez pas à la France » paru dans le *Figaro* du 21 avril.

Merci de joindre quelques timbres pour couvrir les frais.

Curieux Pierre Boutang

De 1955 à 1967, Pierre Boutang assura la direction de l'hebdomadaire *La Nation Française* qu'il avait fondé. Yves La Marck, qui l'a connu à cette période, évoque l'attention toute particulière qu'il portait à la politique étrangère.

Quand Pierre Boutang m'a accueilli, il y a quelque trente-deux ans, rue Cadet, au marbre où il corrigeait les dernières épreuves de *La Nation Française*, puis au déjeuner hebdomadaire qui suivait traditionnellement, il avait l'âge que j'ai atteint aujourd'hui. Peut-être, au cours de la dernière décennie, avait-il délaissé la politique pour se consacrer totalement à son œuvre philosophique, mais chaque fois que j'essaie de commenter l'actualité étrangère, je me demande pourtant toujours ce qu'il en aurait pensé.

En réalité, je connais souvent la réponse et ce n'est pas par présomption. Les souvenirs abondent. La première « *Politique* » que j'ai lue, à l'été 1964, découvrait, à contre-courant de toute la presse française, les idées de Barry Goldwater, candidat inattendu du parti républicain contre Lyndon Johnson, l'ex-colistier de Kennedy (1). Goldwater est décédé récemment (un mois seulement avant Pierre Boutang) et il est tout à fait instructif de comparer sa nécrologie avec l'analyse que *La Nation Française* publiait trente-quatre ans plus tôt !

« *L'autre Amérique* » décrite par Boutang, il l'avait découverte, lui, dès 1949, dans Faulkner dont il fut le premier à traduire quelques chapitres

d'« *Intruder in the dust* ». Il a toujours crié casse-cou devant les prétentions - pour reprendre un autre Américain, Edgar Allan Poe - à fonder la « démocratie universelle » en dépit des « lois de gradation ». Boutang était convaincu de l'incapacité de la constitution américaine à traiter le problème noir et, par extension, de l'Amérique - « concessionnaire de la planète », disait-il à l'époque - à résoudre le problème de la pauvreté dans le monde, à commencer par l'Afrique qui lui était si chère.

Persuadé de la nécessité d'une mutation de l'Amérique libérale, il était également convaincu de « la conversion de la Russie ». Et il avait démythifié, vingt ans avant qu'un obscur consultant du Pentagone (Fukuyama) mette le sujet à la mode, « la Fin de l'Histoire ». Il renvoyait dos à dos les deux prétentions, communiste et libérale, à finir l'Histoire. Après la « métamorphose » des deux, resterait la Chine. Si Goldwater l'intéressait, ce n'était pas seulement à cause de son approche « réaliste » de la « déségrégation » raciale, mais parce qu'il rendait crédible la volonté de détruire à la racine la puissance nucléaire chinoise naissante, seule « menace » capable selon lui de changer le cours de la guerre du Vietnam. En août 1965, dans un

dialogue avec James Burnham dans la *National Review*, organe de réflexion de la droite américaine (2), Boutang entrevoyait, en pleine révolution culturelle chinoise, la « puissance communiste », dans « vingt ans », « étayée par la bombe chinoise ». Alors, écrivait-il, « quelque 75 millions de Noirs en furie paralyseront les États-Unis. Et les communistes européens auront trouvé, même si la Russie cessait d'être communiste (souligné), une solution à leur actuelle crise de conscience ». « Dans vingt ans » : en 1985, commençait « l'ère Gorbatchev », pour laquelle nous disposions pour l'apprécier de ce qu'il avait écrit de l'ère Khrouchtchev et du schisme russo-chinois. Les récents essais nucléaires indiens et pakistanais et le dialogue stratégique naissant sino-américain justifient aujourd'hui ce retour en arrière.

Sourcier, Boutang l'était à tout moment. Cet autre exemple entre tous : Jabotinsky. A une terrasse de café, je le revois me parlant avec délectation d'une thèse qu'un de ses étudiants consacrait à ce « nationaliste juif ». Quelques années plus tôt, j'avais compris ses raisons pour le dernier combat qu'il mena à *La Nation Française* - avant la dramatique disparition de ce trop original et trop libre

organe de pensée - en faveur d'Israël contre la décision du général de Gaulle dans la guerre des Six Jours, mais je ne les partageais pas. Il me semblait qu'il avait peut-être raison en politique chrétienne (comme il la concevait : non au sens de l'Écriture sainte mais de toute politique « modifiée » par le Christ) mais non en politique positive, au plan de l'Histoire et non par rapport au jeu de la France dans le monde. La suite nous révéla un autre Israël, totalement occulté jusqu'à la victoire du Likoud en 1978, celui des fils de Jabotinsky, dont le père de Netanyahu fut le secrétaire. Et c'est quand l'État d'Israël renonça à l'image « morale » que l'Europe se faisait de lui, qu'il s'affirma nationaliste positif, que, par un apparent paradoxe, il donna raison à Boutang rétrospectivement pour 1967.

Si nous n'avons connu Maurras, et singulièrement « *Kiel et Tanger* », qu'à travers lui, c'est parce qu'il a été celui qui a le plus aiguisé notre « curiosité », à partir ou à côté du maître d'Action Française, pour d'autres grands esprits qui, selon lui, l'auraient « fécondé », et qu'il découvrait hors de France dans toutes les parties du monde (ce terme il l'avait employé par rapport à Maurras à propos du poète anglo-américain T. S. Eliot). Pierre Boutang était « curieux » par excellence. Il justifia ainsi son vote pour de Gaulle au second tour de l'élection présidentielle de décembre 1965 : « par curiosité » pour la suite de l'Histoire et pour que l'Histoire continue. Il nous reste à faire en sorte qu'il ne devienne pas lui-même dans le monde de demain qu'une « curiosité ».

Yves LA MARCK

(1) Dans *La Nation Française* « La Politique » était le titre de la rubrique hebdomadaire où Pierre Boutang commentait l'actualité. Celle dont il est question est datée du 22 juillet 1964.

(2) A signaler l'intéressant *Que sais-je ?* récemment paru sur *Le Conservatisme américain* de Nicolas Kessler (prix franco : 47 F).

Pierre Boutang

Lorsqu'on perd un maître qui fut aussi un merveilleux ami, on souhaiterait que le travail de deuil se soit suffisamment prolongé pour sortir de son silence. Ce silence fut-il peuplé de souvenirs qui m'ont assailli ces mois d'été, à la pensée de celui que je pleurais.

Mais parmi ces souvenirs, je revois Pierre Boutang m'expliquant qu'à la suite de la mort de Jean Wahl, Gabriel Marcel maîtrisant son émotion avait, sur le champ, pris la plume pour rendre hommage à l'œuvre du disparu. Le devoir commande donc, autant que l'amitié, pour tenter d'exprimer notre reconnaissance à une personne qui nous a tant donné et tant appris.

Il y avait l'homme d'abord. Sa force de conviction s'incarnait dans un physique de fonceur, dans une parole rythmée, subtile, avec des accents de douceur quasi féminine qui étonnaient chez un être aussi viril. Dire qu'il était brillant ne suffit pas. Le génie l'habitait depuis son plus jeune âge. J'entends Maurice Clavel nous expliquant - à Bertrand Renouvin et à moi - le face à face de Socrate et Platon : « *Platon à ce moment, c'était Boutang à dix-huit ans* ».

Le normalien l'avait ébloui. Et Sylvia Monfort me confirmait cette impression produite sur le cadet, qui n'avait eu de cesse d'imiter l'ainé. Même impression de Louis Althusser qui dans ses *Mémoires* évoque : « *le passage fulgurant* » de Boutang au lycée du Parc à Lyon avant qu'il ne prenne lui-même sa succession comme cacique royaliste.

Mais tous les dons du ciel n'auraient pas suffi, sans une volonté et un *ethos* qui lui faisait choisir toujours le plus difficile. Il ne pouvait supporter que les pensées fortes, non pas au sens nietzschéen, mais celui de l'exigence de l'esprit. Reconstituer la genèse de son immense culture dépasserait mes possibilités. Mieux vaut tenter des hypothèses ou des incursions. Le jeune homme qui découvre sa vocation philosophique est déjà investi de la tâche politique qu'il a héritée de son père, libre maurassien. Lui-même ne pourra jamais se débarrasser du poids redoutable du maître de l'Action française. Il l'a écrit dans son *Maurras* et il n'y a aucune raison d'en douter. Il a toujours pensé avec lui, pensé aussi ses différences avec lui plutôt que contre lui. Tout de suite, il réfléchit à *la politique comme souci*. Cela n'a rien à voir avec la coquetterie d'un normalien qui voudrait formuler sa synthèse heideggero-maurassienne. Dans ce souci-là il y a la nécessité d'en finir une bonne fois avec un positivisme qui avait pu avoir autrefois une utilité tactique mais qui désormais empêchait le libre essor d'une pensée de la nation et du roi. L'idée de naissance, avec sa densité ontologique, lui permet de surmonter les déterminismes aveugles. Elle renvoie déjà au soupçon d'un lien providentiel, à une grâce, et plus avant à une méditation sur le don de paternité. Lui qui s'était cru, pendant un court moment, spinoziste redécouvrira le christianisme comme

par Gérard Leclerc



l'horizon de tous ses vœux et de ses correspondances les plus secrètes.

Jusqu'au terme de son existence, la tâche politique et la vocation philosophique seront chez lui en tension. Il faudra d'ailleurs que la première cède à la seconde pour que l'éditorialiste de *La Nation Française* laisse pleinement s'épanouir l'auteur de *l'Ontologie du secret* et de *l'Apocalypse du désir*. Le travail écrasant du journalisme ne lui aurait pas permis ce que le loisir du professeur lui accordait en disponibilité de l'esprit. Le *Blake*, au tournant des années soixante-dix annonçait la suite des grands livres qui lui permit d'être égal à son génie. Comment dire la manière Boutang, à son *akme* ? Il faut déjà compter avec le style d'un mouvement étonnant, baroque, gonflé de réminiscences époustouflantes, d'une beauté qu'avait reconnue Paulhan, l'homme qui ne se trompait pas. Et puis il y a le penseur-métaphysicien et les commentaires platoniciens tantôt, puis aristotéliens qui défiaient les plus grands, sans peur d'attirer jusqu'aux modernes les plus féconds tel Husserl. Et comme naturellement, sans avoir besoin d'avoir reçu le conseil de Heidegger, le recours aux poètes, Scève ou Rimbaud, Blake ou Rilke, La Fontaine ou Dante, lui permettait d'entrer dans la demeure de l'être, d'opérer cette éclaircie qui n'appartient qu'à de très rares. C'est bien pourquoi, cet autre qui ne se trompe pas, Steiner, l'avait aussi reconnu.

Il y a peu de philosophes qui dans ce siècle ont entrepris ce qu'il a fait, cette alliance des genres qui ne tourne jamais à la confusion. Il ignore toujours les prudences et les habiletés d'un monde qui avilit. Cette audace transposée dans le domaine suprême de la pensée lui permettait d'ouvrir la philosophie à la théologie, sûr qu'il était que l'avènement du christianisme avait libéré la pensée au-delà des filets de sécurité qui empêchaient la saisie de l'essentiel. L'essentiel, c'est-à-dire l'homme à sauver. Dans un univers démocratique, en dépit de la critique maurassienne il n'avait nulle envie de s'en prendre, comme les réactionnaires un peu courts, aux droits de l'homme, mais magnifiait la dignité de cet homme comme aucun démocrate n'aurait pu le faire. L'idée de la monarchie qui était la sienne, la famille de France qu'il servait, le renvoyait au modèle de l'homme couronné qui est l'image même de l'homme libre et la référence de tous ceux qui participent analogiquement à l'autorité, à la paternité, à la responsabilité dans une société de droit certes, mais qui laisse aussi un espace aux « anarchies nécessaires ». Il faudrait ajouter ce qui en lui était révolte permanente contre l'injustice au front de taureau, sa défense du pauvre et de l'humilié, sa pugnacité libertaire pour faire bouger le désordre établi. Celui qu'une propagande imbécile avait voulu faire interdire de Sorbonne, s'y révélait au cœur de l'institution comme le plus « gauchiste » de tous.

On a beaucoup parlé de ses duretés et de ses intransigeances. Mais ceux qui les lui reprochaient en étaient-ils indemnes ? Quand il s'était trompé, il ne craignait pas d'en faire l'aveu. Lorsqu'il répudiait l'antisémitisme de son avant-guerre, il ne le faisait pas en vertu d'un opportunisme qu'il méprisait mais parce qu'il avait reconnu le mystère d'Israël en se mettant à l'école des meilleurs de ses fils. Ceux qui crurent lui jouer un mauvais tour en l'envoyant en 1967, professeur de philosophie en plein quartier juif n'ont peut-être jamais su quelle chance ils lui avaient offerte, car rarement on vit telle connivence entre maître et élèves ! Comment l'oublier, lui et son œuvre ? Elle ne fera que grandir au fur et à mesure que des générations nouvelles pourront, grâce à elle, entrer dans l'aventure vraie de la pensée et de la vie.

Viens Poupoulpe, viens...

Il n'est sans doute pas nécessaire de présenter le Poulpe, ce héros qui traque les vilains messieurs fachs qui pullulent en notre douce France. En quelque sorte, la lutte du calamar contre l'hydre, ce qui ne manque pas de tentacules et même, ô paradoxe, de piquant.

Pourtant, avouons-le, il finissait par nous lasser, le céphalopode de gôdôche, avec ses réflexions de Durruti des comptoirs, sa pétasse en rose bonbon, et son vieux zinc héroïque - républicain espagnol - *no pasaran* (mais sont passés quand même), qu'il nous bichonne comme d'aucuns tondent leur pelouse, taillent leurs hortensias ou font reluire... leurs nains de jardin. Barricadé dans ses certitudes, il la ramenait un peu trop : une leçon s'imposait. Elle est venue d'outre-Quévrain.

Les Belges ont la plume truculente, et un très très très mauvais esprit. Ils s'y sont mis à trois pour tremper le poulpe dans leur aquarium national où, précision pour les Français franchouillards, les pédophiles ne sont pas les seuls requins. Et notre justicier libertaire, noyé (c'est le comble !) sous un flot d'hémoglobine et de calembours, va y perdre ses repères. Appâté comme un débutant, manipulé comme une marionnette, il va œuvrer pour la plus grande gloire du Roi et de la Nation, sans s'apercevoir de rien (ou presque) ! Tout à fait jubilatoire...

Ca s'appelle « *Du Pont Liégeois* ». C'est signé Deleixhe, Delhasse et Libens. Fume, c'est du belge !

Félix MARIOL (alias P.P.)

Deleixhe, Delhasse et Libens - « *Le Poulpe - Du Pont Liégeois* », Éd. Baleine, 130 p. - prix franco : 44 F.

Un bandit d'honneur

Qui était Alexandre Jacob ? Un homme, pleinement un homme, qui toujours revendiqua sa liberté et jamais n'abdiqua sa dignité. La révolte était son drapeau, la justice son combat.

Né à Marseille en 1879, Alexandre Jacob connaît très tôt, témoin et victime, l'hypocrisie d'une société qui, derrière le mince paravent de la bonne conscience, érige en vertu l'exploitation de l'homme et fait du coffre-fort l'autel du seul dieu qu'elle vénère : l'argent. Il n'aspire à rien d'autre qu'un peu de respect et un honnête travail, mais les toujours très zélés agents de l'État en décideront autrement. En effet, ce jeune garçon a des sympathies libertaires et, en cette fin de siècle où explosent de-ci de-là quelques bombes vengeresses, on ne les aime guère les anarchistes, on a même voté des lois spécialement pour eux. C'est le cycle infernal : la maréchaussée perquisitionne chez ses parents, intimide ses patrons, l'interpelle pour un oui ou pour un non. Une forte tête ? Réduisons-le à la misère et, peut-être que jeté dans le ruisseau reviendra-t-il à de meilleurs sentiments. Quelle erreur !

Sous le titre « *Les Vies d'Alexandre Jacob* », Bernard Thomas vient de publier une belle biographie de cet irrédigible insoumis. Il retrace avec talent les combats et les exploits d'un homme qui n'usurperait pas le nom de héros, tellement son courage, dans les circonstances les plus variées et les plus extrêmes, force l'admiration. La Société avait déclaré la guerre au sieur

Alexandre Jacob, il rendrait coup pour coup et son exemple susciterait une émulation redoutable. Il se fit l'apôtre de la reprise individuelle, une théorie alors très en vogue dans les milieux anarchistes (Darien l'expose dans « *Le Voleur* ») selon laquelle voler les riches, ce n'est jamais que voler des voleurs et donc faire acte de justice, pourvu que le larcin profite aux plus déshérités et à ceux qui les défendent. Il mit alors sur pied une des plus efficaces organisations de cambrioleurs que la France ait connue, les Travailleurs de la Nuit, qui soulagea de leur coquet superflu, aristocrates, militaires, magistrats, curés, et autres bourgeois rentiers, tous assimilés à des brigands. Mais, lorsque pillant la demeure d'un certain lieutenant de vaisseau Viaud, il s'aperçut qu'il s'agissait de Pierre Loti, non seulement il fit remettre les meubles en place, mais encore laissa-t-il un peu d'argent pour la réparation du carreau brisé. Le livre de Bernard Thomas fourmille de ces anecdotes qui vous posent un homme.

Évidemment, tout cela finit mal. Arrestation. Procès. Alexandre Jacob fit du tribunal une tribune où son sens de la répartie fit merveille. Un jeune journaliste, Maurice Leblanc, assistait au procès, il y trouvera l'inspiration pour un futur personnage : Arsène Lupin. Mais Alexandre Jacob est d'une toute autre trempe que l'infatué gentleman-cam-

bricoleur, son combat est un combat révolutionnaire. Condamnation. Le bagne, en Guyane, aux îles du Salut. Il y restera près d'un quart de siècle.

Une nouvelle vie commence, une nouvelle guerre aussi. Il s'agit cette fois de se battre contre une barbarie institutionnalisée, un enfer voulu par des hommes pour d'autres hommes. Il y surviva et contribuera largement à en faire connaître les atrocités.

En fin, de retour en métropole, il connaîtra la vie libre du marchand-forain, illuminant de bonheur les dernières années d'une mère toujours adorée, et connaissant au crépuscule d'une vie qu'il abrégera, la fulgurance d'une passion amoureuse. Alexandre Jacob est mort en 1954. Citons, après Bernard Thomas, ces dernières lignes d'une nécrologie parue dans *Le Canard Enchaîné* : « *Je ne demande à personne de sauver cette mémoire ni ce caractère. Pourtant, s'il se pouvait qu'appartienne par la brise une graine perdue profitât de l'automne pour fleurir en hâte la tombe fraîche, je dirais que la justice, c'est peut-être du vent ; mais qu'il y a dans le vent quelque chose, un peu, d'une vraie justice...* ».

Patrick PIERRAN

Bernard Thomas - « *Les Vies d'Alexandre Jacob* », Mazarine, 365 p. - prix franco : 120 F.

Pour tous vos livres, faites appel à notre « service librairie »

Première session 98/99

A Angers les 10 et 11 octobre se tiendra la première session du cycle de politique appliquée pour 98/99. Son thème : « Pour une politique nationale, comprendre et hiérarchiser les espaces géopolitiques ».

L'année qui vient sera européenne, du moins si l'on en croit le calendrier. D'où la nécessité de comprendre comment il est encore possible de définir une politique nationale, et même de s'interroger en amont sur la question de savoir si cette notion a encore un sens. Quelle politique définir aujourd'hui et pour demain en fonction de la nation ?

D'où l'exigence de repenser la hiérarchisation des cadres géopolitiques, de l'infranational (risque d'explosion des régions en dehors du cadre national) au supranational (L'Europe, la mondialisation).

ADHÉSION

Rappelons que l'adhésion à la N.A.R. est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun. La question financière ne devant pas devenir un obstacle à l'adhésion à la N.A.R.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la N.A.R., de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (01.42.97.42.57) nous vous enverrons la documentation nécessaire.

Aussi si l'enjeu européen représente le cadre actuel de notre réflexion, est-ce pour mieux redéfinir le jeu de la France à l'intérieur du vieux continent et dans le monde, afin que l'Union européenne ne représente pas pour notre nation le cadre d'une dilution qu'aucun sens de l'histoire n'exige inéluctablement.

Axel TISSERAND

✉ Prix de la session : 350 F (150 F pour lycéens, étudiants ou chômeurs). Renseignements complémentaires et inscriptions auprès d'Axel Tisserand, 51, Grande Rue, 72200 La Flèche (tél. : 02.43.94.47.32).

INTERNATIONAL

Nous lançons un appel à nos lecteurs domiciliés à l'étranger ainsi qu'à tous ceux qui lisent régulièrement la presse internationale afin qu'il nous fassent parvenir toutes coupures de presse concernant aussi bien les monarchies établies (discours du souverain, problèmes dynastiques, visites officielles, etc.) que les activités des prétendants ou des mouvements royalistes. Ceci nous est indispensable afin de compléter notre information et de nous permettre d'alimenter la rubrique de *Royaliste* consacrée aux monarchies étrangères. Notre numéro de télécopie : 01.42.96.05.53.

De même communiquez-nous toutes les adresses de sites Internet (concernant les mêmes sujets) que vous pouvez connaître.

Dans notre numéro 710 du 15 juin dernier nous avions publié une ultime liste des personnes ayant répondu à notre appel au secours et qui nous avaient permis d'atteindre l'objectif que nous avions fixé. Depuis lors nous avons encore reçu des dons et nous publions une nouvelle liste. Que tous soient remerciés sincèrement : grâce à eux *Royaliste* va pouvoir continuer sans réduire son rythme de parution.

5e liste de souscripteurs

Edmond Baur 200 F - Pierre Benisti 100 F - G.B. (Hérault) 100 F - Christian Bru 200 F - Philippe Cailleux 150 F - Dom Duarte de Bragança 100 F - Robert et Suzanne Chateigner 100 F - Jacques Colonna 500 F - Philippe Delorme 250 F - Yves Floucat 100 F - François Francart 400 F - François Gerlotto 300 F - Isabelle Houdart 50 F - P.J. (Dijon) 62 F - T.K. (Hauts de Seine) 25 F - Jean-Louis Legoux 200 F - Michel Paris 300 F - Yolande de Prunel 100 F - Daniel Romand 100 F - Jacques Roué-Daëron 150 F - Alain Saint Paul 200 F - Yoann Sido 150 F - Un anarcho-royaliste du Maine 300 F - Philippe Tesson 250 F - Alain Théry 100 F - Laurent Veyrenc 50 F.

Total de cette liste : 4 537 F

Total général : 65 804 F

ILE-DE-FRANCE

La prochaine réunion mensuelle de la Fédération Ile-de-France aura lieu le samedi 3 octobre de 16 h à 18 h dans les locaux du journal. Cette réunion est ouverte à tous ceux qui veulent aider à l'action de la N.A.R. Les sympathisants ou les nouveaux lecteurs sont tout spécialement invités à venir prendre contact avec nous à cette occasion.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Les réunions reprendront le mercredi 7 octobre.

● Nous incitons très vivement toutes les personnes intéressées par les « mercredis » à prendre une « carte d'abonné » (50 F pour l'année) qui permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

RELIURES

♦ Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

♦ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1997 (sauf 1979).

L'heure de vérité

Face aux crises violentes et multiformes qui se conjuguent actuellement (1), l'heure de vérité va bientôt sonner pour le gouvernement français. Après les proclamations réalistes, voici la violente réalité d'une crise généralisée. Après les discours sur la méthode, voici le moment des décisions cruciales qui doivent être prises par un Premier ministre qui est seul.

Solitude du vainqueur par défaut, puisque l'opposition de droite n'en finit pas de se détruire. Solitude du chef d'un système hégémonique qui repose sur un Parti socialiste dévitalisé et sur des partenaires contraints de se soumettre ou de dépérir. Solitude d'un Premier ministre qui ne peut compter sur l'appui du président de la République.

Cette solitude est d'autant plus angoissante que l'homme des équilibres circonspects est désormais exposé à être roidement jugé. Ou bien nous avons affaire à un génie politique doué d'un magnifique sang-froid, ou bien nous sommes conduits par un aveugle volontaire affecté d'une surdité sélective. Tels sont les termes, brutalement énoncés, du « pari » gouvernemental que Dominique Strauss-Kahn a lui-même évoqué (2), en oubliant de dire que le peuple français forme la masse des parieurs obligés.

L'audace de Lionel Jospin consiste à garder le même « rythme », comme il l'a déclaré à La Rochelle au moment où la crise mondiale latente prenait une inquiétante tournure. Ce choix de la gestion équilibrée se retrouve dans le projet de budget pour 1999, qui se fonde sur la perspective d'une croissance soutenue et qui res-

pecte le dogme libéral de la réduction du déficit. Cette belle confiance en l'avenir tient à une analyse qui est serinée depuis des mois : la crise asiatique n'aura qu'une très faible incidence sur la France, car la consommation des ménages prend le relais des exportations dans le cadre protecteur de l'*Euroland*.

Il faut bien voir que ce schéma suppose une révision radicale de la doctrine : alors que la mondialisation était présentée comme un phénomène inéluctable assorti de contraintes rigou-



reuses et d'une soumission inévitable aux « marchés », nous apprenons tout à coup que nous sommes des consommateurs riches et libres, vivant dans un « espace » protégé des convulsions extérieures par sa cohérence monétaire et par la solidité d'échanges qui s'effectuent pour l'essentiel entre pays de l'ouest européen ! De surcroît, il semble que nous soyons passés d'une « économie de l'offre » (libérale, privilégiant les entrepreneurs) à une « économie de la demande », grossièrement keynésienne, et superbement étrangère aux convulsions boursières et aux mouvements des monnaies. Ce renversement génial de la perspective exige

que la ligne gouvernementale soit maintenue par des hommes aux nerfs d'acier car il faut dans les prochains mois que quatre hypothèses prennent de la consistance :

- L'augmentation de la demande des ménages prendra un caractère structurel alors qu'il s'agit pour le moment d'un phénomène récent et fragile : le chômage réel (qui touche près de sept millions de personnes) n'a pas reculé de manière significative, la précarité se développe, et une part des achats se fait par utilisation du découvert bancaire et par le recours aux crédits de trésorerie, comme le montre une récente étude de l'Observatoire de l'endettement.

- Les banques françaises ne seront pas gravement affectées par l'effondrement de leurs partenaires asiatiques et par les déboires des établissements financiers espagnols et allemands.

- Malgré son caractère virtuel, l'euro fera fonction de « bouclier » réel, alors que quinze monnaies nationales continuent d'exister dans une Union européenne dépourvue de pouvoir monétaire unique.

- L'économie française trouvera en elle-même son dynamisme - puisque le gouvernement, privé de ses moyens d'interventions classiques (par l'indépendance de la banque de France, par les privatisations...) utilise de manière très marginale le seul instrument, budgétaire, qui lui reste.

Dans une situation critique, le choix de l'inertie est toujours périlleux. Nous souhaitons que le gouvernement ne se trompe ni dans son analyse ni dans ses choix car les conséquences d'un pari manqué seraient à tous égards dramatiques.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'article de Sylvie Ferry en page 3.

(2) cf. *Le Monde* du 10 septembre, page 6.